

Réflexions québécoises pour un plaidoyer chomskien

Normand BAILLARGEON,
Les chiens ont soif. Critiques et propositions libertaires
(coédition Agone et Comeau & Nadeau, 2002, 184 pages).

ON se souvient du récent petit livre de Normand Baillargeon, *l'Ordre moins le pouvoir*, conçu par son auteur comme une sorte de vade-mecum destiné à un lectorat jeune peu au fait de l'histoire et des doctrines du mouvement anarchiste, un ouvrage diversement reçu¹ dans le milieu libertaire, qui l'a jugé en général assez inférieur aux classiques de Daniel Guérin ou de Luis Mercier Vega. Le nouvel ouvrage de cet universitaire – et militant anarchiste – canadien est d'une autre nature puisqu'il rassemble une série de textes relativement courts, publiés pour la plupart dans des publications québécoises (*Espace de la parole, le Couac, le Taon dans la cité*). Seul le texte « Une proposition libertaire : l'économie participative », paru dans un numéro de la revue française *Agone* consacré aux « utopies économiques », fait exception à la règle.

On retrouve, bien sûr, dans cet opuscule une bonne partie des thèmes abordés antérieurement, qui sont ici tantôt esquissés tantôt traités plus à fond, dans le prolongement de la réflexion entamée dans *l'Ordre moins le pouvoir*. On peut les ranger, en gros, sous les quatre rubriques suivantes : critique des médias, éducation, économie et, enfin, considérations générales sur la doctrine anarchiste. S'agissant des médias, l'auteur donne une présentation des thèses, encore assez mal connues en France, de Noam Chomsky et Edward Herman ex-posées principalement dans ce véritable classique qu'est devenu outre-Atlantique l'ouvrage *Manufacturing Consent*. La présentation est complétée par quelques analyses du fonctionnement habituel des médias canadiens, où N. Baillargeon s'efforce de montrer la validité des hypothèses des deux auteurs précités sur le « modèle de propagande » des médias. Cela nous vaut quelques intéressantes pages sur la façon dont la presse du Canada a rendu compte de l'utilisation des armes à l'uranium appauvri au cours de l'intervention au Kosovo ou sur la fabrication médiatique du thème de « l'exode des cerveaux » – une crainte que les plumitifs à la solde du patronat évoquent ici aussi, en France, avec une belle régularité –, et dont l'auteur démontre sans beaucoup de peine le caractère fallacieux.

De même, la question de l'éducation est au centre de plusieurs des textes rassemblés dans l'ouvrage, où l'auteur se penche sur « la pénétration de l'éducation publique par les institutions dominantes » (« Éducation et avenir commun », p. 87) – autrement dit, par les firmes capitalistes –, les-quelles visent rien de moins qu'à l'anéantissement des fins que la vieille tradition humaniste avait longtemps assignées à l'éducation. Dans « Les anarchistes et l'éducation », N. Baillargeon rappelle l'intérêt que les libertaires ont toujours porté à la formation des individus et l'importance que l'éducation des esprits continue d'avoir à l'époque présente, où s'impose plus que jamais la résistance face à des médias qui parviennent à fabriquer les « opinions » et les goûts les plus appropriés à la reproduction du système établi.

Ceci étant, il est évident que ce n'est pas dans ces textes, aussi intéressants et nécessaires qu'ils soient, qu'on trouvera les thèses les plus innovatrices ou les plus susceptibles d'alimenter la polémique. Les premières sont, sans conteste, dans les pages consacrées à la présentation du modèle dit d'économie participative (*participatory economy*, en anglais, ou *parecon*) dû aux Américains Michael Albert et Robin Hahnel, qui ne doit rien, comme on peut l'imaginer, à la « participation » à la sauce gaulliste mais tout à la tradition du socialisme libertaire². Quant aux secondes, il faudra aller les chercher dans les réflexions que N. Baillargeon consacre à la position de l'anarchisme sur le réformisme et l'État, une question qu'il aborde essentiellement dans l'essai « Précisions sur l'anarchisme » (pp. 59-79), après avoir fait un sort à la doctrine des « libertariens » ou « anarcho-capitalistes » qu'il distingue soigneusement de l'anti-étatisme anarchiste.

¹ Je lis dans le n° 9 d'*Oiseau-tempête* que l'opuscule de N. Baillargeon aurait été « unanimement salué par la presse anarchiste ». Où diable l'auteur de ce jugement est-il allé chercher cela ? Dans *A contretemps* (« Apostilles sur un vade-mecum ») et *la Griffes*, cet ouvrage a fait l'objet, bien au contraire, de recensions sans aucune indulgence. Pour ma part, j'avais exprimé, dans un texte paru également dans *A contretemps* avant d'être repris dans *Réfractations*, les réserves que m'inspirait l'alignement de N. Baillargeon sur les positions récentes de Chomsky, comme j'avais relevé le peu de cas qu'il fait des objections que de nombreux libertaires américains ont formulées à leur égard.

² Cf. « Une proposition libertaire : l'économie participative », (*op. cit.*, pp. 163-180). Depuis la parution de cet essai, la bibliographie de Michael Albert s'est enrichie d'un nouvel ouvrage, *Trajectory of Change. Activist Strategies for Social Transformation* (South End Press, 2002), qui recueille plusieurs de ses interventions dans le mensuel *Z Magazine*, dont il est un des principaux animateurs. Sur le site de cette publication, www.zmag.org, on pourra consulter deux textes (« Anarchism ? » et « Anarchism Today ») où Michael Albert précise sa position à l'égard de l'anarchisme.

Dans ce même essai, on lira aussi une contribution assez classique, somme toute, au débat sur la violence et le nationalisme : on sait que, sur ce dernier point, la fin du processus de décolonisation a mis un terme aux polémiques qui avaient, un temps, traversé le mouvement libertaire. Il en va tout autrement de la question de l'État, principalement depuis l'offensive néo-libérale/néo-conservatrice contre les « acquis » issus du compromis passé au cours des Trente Glorieuses entre le capital et les représentants institutionnels du monde du travail. Sur la question de l'attitude que les libertaires doivent adopter face à cet assaut, on sent à nouveau la très forte influence des positions de Chomsky sur l'auteur, et en parti-culier du choix fait il y a quelques années par celui-là d'abandonner le point de vue habituel des anarchistes à l'égard de l'État au profit d'une attitude plus pragmatique, une position qu'il a exposée dans de nombreux textes et entretiens en faisant usage d'une image empruntée au Parti du travail brésilien : dans cette perspective, il ne s'agirait plus, dit-il, de viser à supprimer la cage – parce que si elle est ce qui nous emprisonne, elle est aussi ce qui nous protège de l'assaut des prédateurs du dehors – mais, plus modestement, d'« élargir le sol de la cage » (*to expand the floor of the cage*). Cette défense et illustration de l'État chez un intellectuel qui avait souvent marqué la sympathie que lui inspiraient l'action et la doctrine anarchistes a suscité, comme on pouvait s'y attendre, des réactions très négatives de la part de quelques porte-parole du mouvement libertaire américain³.

Cependant, ce n'est pas à ceux-ci que N. Baillargeon s'efforce de répondre, mais plutôt à ces « nombreux intellectuels »⁴ (p. 69) pour lesquels la défense des « services publics » à laquelle certains anarchistes d'aujourd'hui consacrent une part de leur énergie signerait à elle seule la « mort de l'anarchisme en même temps que la reconnaissance de son manque de prise sur le réel » (p. 69). Il se défend de cette critique en recourant, une fois de plus, à Chomsky et à son distinguo entre « objectifs – ou visions à plus long terme – et buts – déterminés en tenant compte des circonstances et des possibilités que celles-ci permettent » (p. 70), et en rappelant l'exemple des pratiques anarcho-syndicalistes où le souci du but final, l'abolition du salariat, n'a jamais fait obstacle à la lutte pour de meilleures conditions de travail ou des augmentations de salaire.

Il n'était point besoin, on en conviendra, de recourir à Chomsky pour un argument auquel la social-démocratie elle-même n'a pas manqué d'user jusqu'à un passé assez récent – avec de moins en moins de conviction, il est vrai⁵ – et qui n'a jamais reçu l'agrément des libertaires. On remarquera tout de même que, pour N. Baillargeon, il ne s'agit que de défendre les « services publics », les « fonctions keynésiennes de l'État » – ce que P. Bourdieu avait coutume d'appeler « la main gauche de l'État » –, contre l'offensive de ces « tyrannies privées » que sont les entreprises capitalistes. On connaît bien l'argumentation que développe ici N. Baillargeon, à la suite de Chomsky, puisqu'elle est celle de nos contempteurs du « néo-libéralisme », « citoyenistes » du *Monde Diplomatique* ou de l'organisation Attac, qui pose que, contrairement aux entreprises privées qui n'ont de comptes à rendre qu'à leurs actionnaires, les services publics auraient, eux, cet immense avantage d'être, par l'entremise des politiques, sous le regard constant de la « communauté citoyenne ».

S'il ne s'agissait que d'un choix en faveur du *moindre mal*, on n'aurait pas d'objection particulière à faire au plaidoyer de N. Baillargeon pour l'État social – que la bigoterie jacobine française a baptisé de cette extraordinaire expression d'« État providence »⁶ –, comme on ne voit rien à objecter aux diverses réformes proposées ici ou ailleurs en vue de rogner un peu la puissance du capital, mais, là où le bât blesse, c'est quand, reprenant une formule (« des réformes non réformistes ») d'André Gorz⁷, il suggère que des réformes de ce type pourraient représenter une sorte de subversion douce du système établi ou, à tout le moins, un premier pas vers l'instauration d'un système fondé sur une tout autre logique. « En pratique, écrit-il, je ne pense pas que l'atteinte de ces buts [l'établissement de services publics “à la française”, là où ils n'existent pas encore] soit nécessairement incompatible avec le maintien, le rappel et la visée de nos objectifs. En fait,

³ L'ASR (*Anarcho-Syndicalist Review*), une publication trimestrielle proche des IWW, s'est fait l'écho de certaines de ces réactions dans sa livraison de l'hiver 1999. Ce débat avait été évoqué dans une note publiée dans *les Temps maudits* en octobre 2000.

⁴ Il est dommage que N. Baillargeon ne donne pas plus d'indications sur l'identité de ces « intellectuels » qui se soucient de croiser le fer avec les anarchistes en les mettant face à leurs contradictions, ou prétendues telles.

⁵ Felipe González, qui fut longtemps le leader du PSOE, le parti « socialiste » espagnol, fit allusion un jour, sans rire, à la possibilité de voir s'instaurer le socialisme dans... quelques centaines d'années.

⁶ Pour mémoire : dans son *Histoire des Bourses du travail*, publiée au tout début du xx^e siècle, Fernand Pelloutier ferrailait déjà contre « les hommes qui croient à l'État providence, et pour qui le collectivisme “scientifique” consiste dans l'État patron... » (p. 261).

⁷ André Gorz parlait aussi, mais il y a déjà quelque chose comme quarante ans, de « réformisme révolutionnaire ».

l'atteinte de ces buts en est sans doute la condition nécessaire » (p. 71). Il y a là, de la part de N. Baillargeon, une idéalisation manifeste de l'intervention de l'État dans l'économie, laquelle mériterait, de la part d'un libertaire déclaré, une analyse autrement exigeante à un moment où on voit un Joseph E. Stiglitz, il y a peu encore économiste en chef et premier vice-président de la Banque mondiale, conclure un livre tout récent (*la Grande Désillusion*, Fayard, 2002) – reçu avec enthousiasme par *le Monde Diplomatique*, qui en a publié quelques bonnes feuilles – par l'affirmation que des interventions de l'État sont souhaitables *en vue d'améliorer l'efficacité du marché*.

De toute évidence, il manque un chaînon entre le plaidoyer de N. Baillargeon pour les « services publics » – où certains socialistes d'autrefois voyaient, avec beaucoup de lucidité, un « péril pour le socialisme »⁸ – et la défense qui est faite, dans le dernier texte de ce volume, du modèle d'économie participative de M. Albert et R. Hahnel, lequel postule la viabilité d'une organisation non hiérarchique du travail et, plus généralement, d'une économie qui se passerait à la fois des mécanismes du marché et de ceux d'une planification centralisée et autoritaire. On voit très mal par quel tour de magie le maintien, ou l'instauration, de ces « servi-ces publics » administrés par d'énormes machine-ries bureaucratiques puissamment hiérarchisées, ainsi que les interventions étatiques dans le but non dissimulé d'assurer *un meilleur fonctionnement du marché* pourraient constituer un premier pas vers la mise sur pied du modèle d'économie socialiste libertaire que N. Baillargeon prône par ailleurs. Mais peut-être aura-t-il bientôt à cœur de prolonger sa réflexion personnelle sur un point qui touche au plus profond tous ceux qui, comme lui, n'ont pas jeté aux orties l'espérance d'une communauté humaine débarrassée du pouvoir du capital et de l'État.

Miguel Chueca

⁸ Rapportant un jugement de Gabriel Deville tiré de son *Aperçu sur le socialisme scientifique* paru en 1883, Georges Sorel écrivait ce qui suit en 1908, en des temps où il était très proche du syndicalisme révolutionnaire : « On pourrait citer beaucoup d'autres opinions émises à la même époque, sur le danger que le progrès des services publics fait courir au socialisme », *la Décomposition du marxisme* (PUF, 1982, p. 245). Il faut reconnaître, bien sûr, que les défenseurs à tout crin des « services publics » ne parlent plus guère, aujourd'hui, de socialisme.